

enlever ou faire enlever ces affiches, et ce, seulement après que la désinfection a été faite telle que prescrite par l'article 22.

11. Lorsque la variole s'est déclarée dans une maison, toutes les personnes y résidant ou qui se sont trouvées en contact avec le malade, doivent être immédiatement vaccinées, à moins qu'elles ne l'aient été depuis moins de sept ans, et qu'elles en fournissent la preuve (a).

12. Lorsqu'une maison est mise en quarantaine, en vertu des articles 8 et 9, toute personne qui y habite, autre que le ou les malades contagieux, et qui veut en sortir pour changer de domicile, peut le faire dans les six heures qui suivent cette mise en quarantaine, pourvu qu'elle en prévienne le Conseil municipal ou son bureau d'hygiène, et qu'elle prenne toutes les précautions décrites dans la cédule E.

Six heures après qu'une maison est mise en quarantaine, toute personne qui y habite autre que le ou les malades contagieux, et qui veut en sortir pour changer de domicile, peut le faire, pourvu qu'elle en obtienne la permission du Conseil municipal ou de son bureau d'hygiène, et qu'elle prenne toutes les précautions décrites dans la cédule E.

Dans les deux cas, le Conseil municipal, par lui-même ou par son bureau d'hygiène, ou encore par le médecin de la famille, doit voir à ce que toutes les précautions décrites dans le cédule E soient prises.

13. Quiconque demeure dans une maison mise en quarantaine, ne peut ni sortir hors du terrain sur lequel cette maison se trouve située, ni se mettre en communication directe avec les personnes du dehors.

14. Lorsqu'une maison est mise en quarantaine, le Conseil municipal doit voir à ce qu'il y ait une personne qui fasse le service du dehors pour les besoins de ceux qui demeurent dans cette maison. La personne, chargée de ce service, ne doit jamais entrer dans cette maison, mais elle doit prendre, à distance, les ordres donnés de vive voix, et déposer, à l'entrée de la maison,

(a) Comme la loi d'hygiène publique confère à tout Conseil Municipal le pouvoir de rendre la vaccination obligatoire dans les limites de sa juridiction, le Conseil d'Hygiène de la Province recommande fortement aux Conseils Municipaux de voir à ce que tous les enfants soient vaccinés peu de temps après leur naissance, d'encourager la vaccination et la revaccination des adultes, et, lorsque la localité est menacée par la variole, de pourvoir à la vaccination gratuite des pauvres.